

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2010 — 3569

[2010/205290]

7 OCTOBRE 2010. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 octobre 2009 portant exécution du décret du 30 avril 2009 relatif à l'hébergement et à l'accueil des personnes âgées

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 30 avril 2009 relatif à l'hébergement et à l'accueil des personnes âgées, notamment les articles 2, 1^o, 2, 2^o, a, b, f et g, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12 et 34;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 octobre 2009 portant exécution du décret du 30 avril 2009 relatif à l'hébergement et à l'accueil des personnes âgées;

Vu l'avis de la Commission wallonne des Aînés, donné le 17 juin 2010;

Vu l'avis n^o 48.602/2/V du Conseil d'Etat, donné le 25 août 2010 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, tel que remplacé par la loi du 2 avril 2003;

Sur proposition de la Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des chances;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. A la suite de l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 octobre 2009 portant exécution du décret du 30 avril 2009 relatif à l'hébergement et à l'accueil des personnes âgées, il est ajouté un chapitre 1^{er bis} rédigé comme suit :

« CHAPITRE 1^{er bis}. — *De l'hébergement et de l'accueil de personnes âgées de moins de 60 ans*

Art. 2./1

1^o L'hébergement de personnes âgées de moins de 60 ans dans les lits de maison de repos et de soins qui bénéficie d'un agrément spécial comme centre pour lésions cérébrales acquises au sens de l'arrêté royal du 21 septembre 2004, article 3bis et de l'annexe 3, fixant les normes pour l'agrément spécial comme maison de repos et de soins ou comme centre de soins de jour ou comme centre pour lésions cérébrales acquises est autorisé.

2^o L'hébergement ou l'accueil de personnes âgées de moins de 60 ans dans un établissement d'hébergement et d'accueil pour personnes âgées, autre que celui visé au 1^o, est soumis à l'autorisation du Ministre ou de son délégué, sur la base d'une demande motivée de l'établissement, préalable à l'admission. »

Art. 3. L'alinéa 2 de l'article 4 du même arrêté est supprimé.

Art. 4. A l'article 5, dernier alinéa, du même arrêté, les mots "dans le respect de la répartition entre les secteurs visés à l'article 6, § 2, 4^o, du décret" sont supprimés.

Art. 5. A l'article 7 du même arrêté, les mots "1 200 lits" sont remplacés par les mots "1 800 lits".

Art. 6. L'article 9 du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 9. Aucune maison de repos ne peut bénéficier de lits de court séjour au-delà du nombre de lits équivalant à 20 % de sa capacité, arrondi à l'unité supérieure.

Les gestionnaires de maison de repos relevant d'un même secteur et situées dans la même commune ou dans des communes d'un même arrondissement et, dans ce dernier cas distantes les unes des autres de 20 km maximum par voie routière, peuvent conclure une convention aux termes de laquelle un ou plusieurs d'entre eux sollicitent pour une ou plusieurs de leurs maisons de repos, un ou des accords de principe équivalents à 20 % maximum de la capacité des maisons de repos concernées arrondi à l'unité supérieure.

De même, le gestionnaire unique de plusieurs maisons de repos ou d'une maison de repos implantée sur plusieurs sites peut, dans les conditions visées à l'alinéa précédent, solliciter un ou des accords de principe équivalant à 20 % maximum de la capacité de ses maisons de repos, arrondi à l'unité supérieure.

Dans les cas visés aux deux alinéas précédents, les lits de court séjour ne peuvent dépasser, pour un même site, 30 % de la capacité totale de ce site arrondi à l'unité supérieure.

Pour l'application du présent article il y a lieu d'entendre par capacité celle fixée par le titre de fonctionnement ou couverte par un accord de principe y compris les lits de maison de repos et de soins mais hors lits de court séjour. »

Art. 7. L'article 12 du même arrêté est abrogé.

Art. 8. L'article 14 du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art.14. § 1^{er}. Toute demande d'accord de principe est introduite auprès de l'administration.

La demande comprend les éléments de recevabilité suivants :

1^o le questionnaire d'identification établi et délivré par l'administration, dûment complété et signé;

2^o une déclaration sur l'honneur, dont le modèle est établi par l'administration, par laquelle le gestionnaire s'engage à respecter l'ensemble des normes auxquelles il convient de répondre;

3^o une description détaillée de l'établissement tel qu'envisagé témoignant de la volonté du gestionnaire de répondre aux normes auxquelles il convient de répondre concernant le bâtiment et sa capacité d'accueil;

4^o la manière détaillée selon laquelle l'établissement entend mettre en œuvre les critères de priorité fixés à l'article 8, § 1^{er}, du décret.

La demande est introduite par lettre recommandée ou par le recours à des procédés de recommandé électronique permettant d'obtenir la preuve de l'envoi et du moment de l'envoi, ainsi que la preuve de l'identité de l'expéditeur.

§ 2. L'administration instruit la demande et communique le dossier complet accompagné de ses observations à la Commission dans un délai de trois mois suivant l'introduction de la demande à partir du moment où celle-ci est complète.

Si la demande n'est pas accompagnée de tous les documents justificatifs ou de toutes les données mentionnées au § 1^{er} du présent article ou à l'article 15 du présent arrêté, le demandeur en est avisé par l'administration endéans le mois.

Dans ce cas, le demandeur dispose d'un délai d'un mois pour fournir les documents ou les données manquantes. A défaut, la demande est réputée irrecevable.

§ 3. Lorsque l'administration notifie au gestionnaire une décision de refus d'accord de principe, elle l'informe également des moyens de recours prévus à l'article 65 du décret du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution. »

Art. 9. L'article 15 du même arrêté est remplacé par le texte suivant :

« § 1^{er}. Pour les demandes d'accord de principe concernant des lits de maison de repos et les lits de court séjour, sans préjudice des règles de programmation établies à l'article 6, § 2, 1^o, 3^o et 4^o, et de l'article 6, § 4, 2^o et 3^o, du décret, au vu du nombre de lits disponibles en tenant compte de la liste d'attente visée au § 5, chaque 1^{er} avril et 1^{er} octobre, le Ministre peut statuer sur la base des critères visés à l'article 8, § 1^{er}, du décret.

Lorsque la demande n'a pas d'incidence sur la répartition des lits entre les arrondissements et entre les secteurs, le Ministre peut statuer sans délai.

§ 2. Pour les demandes d'accord de principe concernant la requalification de lits de maison de repos en lits de maison de repos et de soins, la demande d'accord de principe doit être introduite auprès de l'administration entre le 1^{er} et le 30 avril.

Sans préjudice de l'article 14 du présent arrêté, les établissements qui demandent la requalification de lits de maison de repos en lits de maison de repos et de soins doivent répondre aux critères de recevabilité suivants :

1^o capacité de respecter au moment de la demande du titre de fonctionnement, les normes architecturales et les normes d'organisation visées à l'annexe 1^{re} - Maisons de repos et de soins de l'arrêté royal du 21 septembre 2004 fixant les normes pour l'agrément spécial comme maison de repos et de soins ou comme centre de soins de jour ou comme centre pour lésions cérébrales acquises;

2^o disposer d'une capacité d'hébergement d'au moins 40 lits, lits de court séjour exclus;

3^o pour les établissements disposant déjà de lits de maison de repos et de soins, certifier la présence au 1^{er} avril de l'année sur laquelle porte la demande, d'un nombre de résidents fortement dépendants dépassant le nombre de lits de maison de repos et de soins bénéficiant d'un titre de fonctionnement ou d'un accord de principe. A cet effet, une déclaration sur l'honneur dont le modèle est établi et délivré par l'administration, signée par le directeur, le médecin coordonnateur et conseiller et l'infirmier en chef, sera utilisée;

4^o pour les établissements qui, au 1^{er} avril de l'année sur laquelle porte la demande, ne disposent pas encore de lits de maison de repos et de soins bénéficiant d'un titre de fonctionnement ou en accord de principe, certifier la présence d'au moins 25 résidents qui peuvent être considérés comme fortement dépendants, bénéficiaires ou non-bénéficiaires. A cet effet, une déclaration sur l'honneur dont le modèle est établi et délivré par l'administration, signée par le directeur, sera utilisée;

5^o maintien du caractère mixte de l'établissement qui préservera un rapport maximum de 90 % entre la capacité en lits de maison de repos et de soins et la capacité totale de l'établissement, lits de court séjour exclus.

Pour l'attribution des lits de maison de repos et de soins concernés par le présent article, en plus des critères de priorité visés à l'article 8, § 1^{er}, du décret, il est tenu compte subsidiairement :

1^o des établissements qui ne disposent pas encore de lits de maison de repos et de soins bénéficiant d'un titre de fonctionnement ou en accord de principe;

2^o des établissements dont le nombre de résidents fortement dépendants dépasse largement le nombre de lits de maison de repos et de soins bénéficiant d'un titre de fonctionnement ou en accord de principe.

Au vu des disponibilités, le Ministre statue sur l'ensemble des demandes de requalification recevables pour le 1^{er} octobre de l'année sur laquelle portent les demandes.

§ 3. Pour les demandes d'accord de principe concernant la requalification de places de centre d'accueil de jour en places de centre de soins de jour, la demande d'accord de principe peut être adressée à tout moment, auprès de l'administration.

Par dérogation à l'article 14, § 1^{er}, la demande ne doit être accompagnée que du questionnaire d'identification et de la déclaration sur l'honneur.

Les établissements qui demandent la requalification de places de centre d'accueil de jour en places de centre de soins de jours doivent répondre aux critères de recevabilité suivants :

1^o capacité de respecter au moment de la demande du titre de fonctionnement, les normes d'organisation visées à l'annexe 2 - Centre de soins de jour de l'arrêté royal du 21 septembre 2004 fixant les normes pour l'agrément spécial comme maison de repos et de soins ou comme centre de soins de jour ou comme centre pour lésions cérébrales acquises;

2^o pour les établissements disposant déjà de places de centre de soins de jour, certifier la présence au moment de l'introduction de la demande, d'un nombre de résidents fortement dépendants ou diagnostiqués déments présentant une perte limitée d'autonomie physique, dépassant le nombre de places de centres de soins de jour bénéficiant déjà d'un titre de fonctionnement. A cet effet, une déclaration sur l'honneur dont le modèle est établi et délivré par l'administration, signée par le directeur, sera utilisée;

3^o pour les établissements ne disposant pas encore de places de centre de soins de jour bénéficiant d'un titre de fonctionnement ou en accord de principe, certifier la présence au moment de l'introduction de la demande, d'un minimum de cinq résidents fortement dépendants ou diagnostiqués déments présentant une perte limitée d'autonomie physique. A cet effet, une déclaration sur l'honneur dont le modèle est établi et délivré par l'administration, signée par le directeur, sera utilisée.

Sans préjudice des règles de programmation établies à l'article 6, § 3, du décret, le Ministre statue sur la base des critères visés à l'article 8, § 1^{er}, du décret dans les trois mois de l'avis rendu par la Commission wallonne des Aînés.

En plus des critères de priorité visés à l'article 8, § 1^{er}, du décret, il est tenu compte subsidiairement :

1° des établissements qui ne disposent pas encore de places de centres de soins de jour bénéficiant d'un titre de fonctionnement ou en accord de principe;

2° des établissements dont le nombre de personnes accueillies fortement dépendantes ou démentes présentant une perte limitée d'autonomie physique dépasse largement le nombre de places de centres de soins de jour bénéficiant d'un titre de fonctionnement ou en accord de principe.

§ 4. Pour l'application des §§ 1^{er} à 3, dans le cas où le nombre de lits ou de places disponibles est insuffisant pour rencontrer toutes les demandes jugées admissibles, celles qui ne sont pas satisfaites sont mises en liste d'attente jusqu'au 31 décembre de l'année qui suit la notification de l'inscription dans la liste d'attente.

Trois mois avant l'échéance de la mise en liste d'attente, l'administration transmet aux demandeurs concernés, par lettre recommandée, un courrier les informant qu'à défaut d'une confirmation de leur demande initiale avant le 31 décembre suivant, leurs demandes seront rayées de la liste d'attente. Cette confirmation est introduite par lettre recommandée ou par le recours à des procédés de recommandé électronique permettant d'obtenir la preuve de l'envoi et du moment de l'envoi, ainsi que la preuve de l'identité de l'expéditeur.

En cas de confirmation de la demande initiale, l'inscription dans la liste d'attente est prolongée jusqu'au 31 décembre de l'année suivante. »

Art. 10. A l'article 17, alinéa 1^{er}, il est apporté les modifications suivantes :

1° les mots "au moins trois mois avant son ouverture" sont supprimés;

2° les mots "ou par toute modalité donnant date certaine à l'envoi" sont remplacés par les mots "ou par le recours à des procédés de recommandé électronique permettant d'obtenir la preuve de l'envoi et du moment de l'envoi, ainsi que la preuve de l'identité de l'expéditeur."

Art. 11. A l'article 17, alinéa 3, du même arrêté, les mots "relative à l'ouverture d'un nouvel établissement" sont insérés entre les mots "Lorsqu'une demande" et les mots "est recevable".

Art. 12. A l'article 19, 9°, du même arrêté, les mots "centres de coordination de l'aide et des soins à domicile" sont remplacés par les mots "centres de coordination des soins et de l'aide à domicile".

Art. 13. A l'article 20 du même arrêté, il est apporté les modifications suivantes :

1° le texte actuel devient le § 1^{er};

2° il est introduit un § 2 rédigé comme suit :

« Le centre d'accueil de soirée accueille entre 18 heures et 24 heures des personnes âgées autres que celles accueillies le même jour dans le centre d'accueil de jour.

Le centre d'accueil de nuit accueille entre 20 heures et 8 heures des personnes âgées autres que celles accueillies le même jour ou le jour suivant dans le centre d'accueil de jour »;

3° il est introduit un § 3 rédigé comme suit :

« Pour introduire une demande de titre de fonctionnement comme centre de soins de jour, comme d'accueil de soirée et/ou comme centre d'accueil de nuit, l'établissement doit posséder au préalable un titre de fonctionnement comme centre d'accueil de jour. »;

4° au § 1^{er}, 8°, les mots "centres de coordination de l'aide et des soins à domicile" sont remplacés par les mots "centres de coordination des soins et de l'aide à domicile".

Art. 14. A l'article 21, 4°, du même arrêté, les mots "centres de coordination de l'aide et des soins à domicile" sont remplacés par les mots "centres de coordination des soins et de l'aide à domicile".

Art. 15. A l'article 25 du même arrêté, l'alinéa 4 est déplacé à la suite de l'alinéa 1^{er}.

Art. 16. A l'article 26, § 3, du même arrêté, le mot "prévus" est remplacé par le mot "prévu".

Art. 17. A l'article 27 du même arrêté, il est apporté les modifications suivantes :

1° au § 1^{er}, alinéa 2, 2°, les mots "la dernière" sont remplacés par le mot "cette";

2° aux §§ 2 et 3, les mots "ou par toute modalité donnant date certaine à l'envoi" sont remplacés par les mots "ou par le recours à des procédés de recommandé électronique permettant d'obtenir la preuve de l'envoi et du moment de l'envoi, ainsi que la preuve de l'identité de l'expéditeur."

Art. 18. A l'article 28, § 3, 5°, les mots "de l'annexe II" sont remplacés par les mots "de l'annexe III".

Art. 19. A l'article 29, alinéa 4, du même arrêté, les mots "ou par toute modalité donnant date certaine à l'envoi" sont remplacés par les mots "ou par le recours à des procédés de recommandé électronique permettant d'obtenir la preuve de l'envoi et du moment de l'envoi, ainsi que la preuve de l'identité de l'expéditeur."

Art. 20. A l'article 37, § 2, 2°, du même arrêté, les mots "le 1^{er} janvier 2011" sont remplacés par les mots "le 1^{er} janvier 2013".

Art. 21. A l'annexe III, point 1.1., alinéa 5, et à l'annexe V, point 1.1., alinéa 3, les mots "des personnes âgées désorientées" sont remplacés par les mots "des résidents qui présentent un danger pour eux-mêmes et/ou pour les autres résidents".

A ces mêmes alinéas, les mots "par l'équipe de soins avec information au médecin traitant du résident" sont insérés entre les mots "sa prolongation éventuelle" et les mots "et les règles spécifiques de surveillance".

Art. 22. A l'annexe III, point 9.1.2.1., du même arrêté les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots "pour la première fois" sont insérés entre les mots "qui prend les fonctions de directeur" et les mots "à dater du 1^{er} janvier 2012";

2° au même alinéa, les mots "tel que défini par le décret de la Communauté française du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'enseignement supérieur et finançant les universités" sont insérés entre les mots "de type court" et les mots "ainsi qu'une attestation";

3° à l'alinéa 2, le mot "Toutefois" et les mots "continuer à" sont supprimés.

Art. 23. A l'annexe III, point 8.6.2., alinéa 5, les mots "après la sortie du résident" sont supprimés.

Art. 24. A l'annexe III, point 9.1.2.6., les mots "ainsi que les cycles de formation spécifiques suivies au sein des autres Etats membres de l'Union européenne" sont introduits entre les mots "des autres régions et communautés" et les mots "sont assimilés".

Art. 25. A l'annexe III du même arrêté, à la suite du point 9.1.2.6., est introduit un point 9.1.2.6.*bis* libellé comme suit "A l'issue du cycle de formation visé aux points 9.1.2.2. à 9.1.2.4., il est délivré aux lauréats une attestation de réussite dont le modèle est défini par le Ministre".

Art. 26. A l'annexe III du même arrêté, le point 9.3.4. est remplacé par les dispositions suivantes : "Sans préjudice de l'application du point 9.3.3., 1,5 équivalents temps plein de personnel de soins et de réactivation est requis pour 10 lits au prorata du nombre de lits bénéficiant d'un titre de fonctionnement, lits de maison de repos et de soins et lits de court séjour inclus".

Art. 27. A l'annexe III, point 9.3.6. du même arrêté, l'alinéa 2 est supprimé.

Art. 28. A l'annexe III, point 12.2, alinéa 1^{er}, du même arrêté, le mot "pouvoir" est supprimé.

Art. 29. A l'annexe III, point 15.9. du même arrêté, est ajouté un alinéa 2 rédigé comme suit : "Les lits de court séjour en exploitation ou en accord de principe avant le 28 décembre 2009 doivent être clairement identifiés, réservés à ce seul usage et idéalement situés dans une unité distincte".

Art. 30. A l'annexe III, point 18.1., du même arrêté, il est apporté les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots "de manière spécifique" sont remplacés par les mots "de jour comme de nuit au sein d'une unité architecturale spécifique";

2° il est ajouté un alinéa 6 rédigé comme suit : "Les unités adaptées qui apportent la preuve de leur fonctionnement ou d'un début de construction avant le 28 décembre 2009 peuvent avoir une capacité de 8 à 20 résidents".

Art. 31. A l'annexe III, point 18.3., alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots "d'une superficie d'au moins cinq m² par résident et" sont supprimés.

Art. 32. A l'annexe IV, point 4.1., 2^e tiret, du même arrêté, les mots "s'il s'agit d'une résidence-services qui n'est pas établie sur le site d'une maison de repos ou d'une maison de repos et de soins" sont insérés entre les mots "et ses heures habituelles de présence dans la résidence-services" et les mots "ainsi que le nom de son remplaçant en cas d'absence".

Art. 33. A l'annexe IV du même arrêté, le point 7.1.2., alinéa 1^{er}, est remplacé par le texte suivant :

« 7.1.2. Le directeur de la résidence-services peut être le directeur de la maison de repos ou de la maison de repos et de soins avec laquelle la résidence-services est en liaison fonctionnelle. Dans ce cas, pour l'appréciation de son temps de travail, le nombre de logements de la résidence-services est additionné à la capacité de la maison de repos, en ce compris les lits de maison de repos et de soins et les lits de court séjour et, le cas échéant, des sites qui en dépendent. Le directeur est rappelable au besoin ».

Art. 34. A l'annexe IV, point 8.7., 1^o, du même arrêté, les mots "d'une plaque de cuisson électrique" sont remplacés par les mots "d'une table de cuisson électrique avec au moins deux points de chauffe".

Art. 35. A l'annexe IV du même arrêté, le point 8.10., est remplacé par le texte suivant :

« 8.10. Un système d'interphonie doit être prévu afin de permettre au résident d'appeler à l'aide à partir de son logement et des locaux communs et d'entrer en contact direct avec le personnel de garde. »

Art. 36. A l'annexe IV, point 9.1., du même arrêté, l'alinéa 5 est remplacé par le texte suivant :

« La garde permanente d'une résidence-services peut être assurée par le personnel de la maison de repos ou de la maison de repos et de soins sur le site de laquelle la résidence-services est établie. Dans ce cas, la présence d'au moins un membre du personnel de soins ou de réactivation doit être assurée de manière permanente dans les locaux de la maison de maison de repos ou de la maison de repos et de soins concernée ».

Art. 37. A l'annexe IV, point 12.1., du même arrêté, les mots "dix kilomètres" sont remplacés par les mots "vingt kilomètres".

Art. 38. A l'annexe V, point 7.1., du même arrêté, l'alinéa 3 est remplacé par les dispositions suivantes : "Le soir ou la nuit, la garde permanente d'un centre d'accueil situé sur le site d'une maison de repos ou d'une maison de repos et de soins peut être assurée par le personnel de la maison de repos ou de la maison de repos et de soins concernée. Dans ce cas, la présence d'au moins un membre du personnel de soins ou de réactivation doit être assurée dans les locaux de la maison de repos ou de la maison de repos et de soins concernée lorsque au moins un résident est présent dans le centre d'accueil de soirée ou de nuit".

Art. 39. A l'annexe V, point 6.5.2., dernier alinéa, les mots "Il sera conservé au moins deux ans" sont insérés après les mots "agents de la Région wallonne chargés du contrôle."

Art. 40. Sont abrogés :

1° l'arrêté ministériel du 26 février 2010 fixant la procédure et les conditions permettant la requalification de lits de maison de repos en lits de maison de repos et de soins et la requalification de places de centre d'accueil de jour et places de centre de soins de jour;

2° l'arrêté ministériel du 23 décembre 2009 déterminant les modalités permettant à un centre d'accueil de jour de fonctionner également en tant que centre d'accueil de soirée et/ou de nuit.

Art. 41. Le présent arrêté entre en vigueur dix jours après la date de sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception de l'article 5 qui produit ses effets le 1^{er} octobre 2010.

Art. 42. Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des chances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 7 octobre 2010.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des chances,

Mme E. TILLIEUX

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2010 — 3569

[2010/205290]

7 OKTOBER 2010. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 15 oktober 2009 tot uitvoering van het decreet van 30 april 2009 betreffende de opvang en de huisvesting van bejaarde personen

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 30 april 2009 betreffende de huisvesting en de opvang van bejaarde personen, inzonderheid op de artikelen 2, 1°, 2, 2°, a, b, f en g, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12 en 34;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 15 oktober 2009 tot uitvoering van het decreet van 30 april 2009 betreffende de opvang en de huisvesting van bejaarde personen;

Gelet op het advies van de "Commission wallonne des Aînés" (Waalse Commissie voor Senioren), gegeven op 17 juni 2010;

Gelet op het advies nr. 48.602/2/V van de Raad van State, uitgebracht op 25 augustus 2010, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, zoals vervangen bij de wet van 2 april 2003;

Op de voordracht van de Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een aangelegenheid bedoeld in artikel 128, § 1, ervan.

Art. 2. Na artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 15 oktober 2009 tot uitvoering van het decreet van 30 april 2009 betreffende de opvang en de huisvesting van bejaarde personen wordt een hoofdstuk *Ibis* toegevoegd, luidend als volgt :

« **HOOFDSTUK *Ibis*. — Huisvesting en opvang van bejaarde personen van minder dan 60 jaar**

Art. 2./1

1° De huisvesting van bejaarde personen van minder dan 60 jaar in de bedden van een rust- en verzorgingstehuis dat in aanmerking komt voor een bijzondere erkenning als centrum voor niet-aangeboren hersenletsels in de zin van het koninklijk besluit van 21 september 2004, artikel 3*bis* en van bijlage 3 houdende vaststelling van de normen voor de bijzondere erkenning als rust- en verzorgingstehuis, als centrum voor dagverzorging of als centrum voor niet-aangeboren hersenletsels, wordt toegelaten.

2° De huisvesting of de opvang van bejaarde personen van minder dan 60 jaar in een andere inrichting voor de huisvesting en de opvang van bejaarde personen dan die bedoeld in punt 1°, behoeft de vergunning van de Minister of van zijn afgevaardigde op grond van een met redenen omklede aanvraag van de inrichting vóór de opname. »

Art. 3. Het tweede lid van artikel 4 van hetzelfde besluit vervalt.

Art. 4. In artikel 5, laatste lid, van hetzelfde besluit vervallen de woorden ", met inachtneming van de in artikel 6, § 4, 3°, van het decreet bedoelde verdeling tussen de sectoren".

Art. 5. In artikel 7 van hetzelfde decreet worden de woorden "1 200 bedden" vervangen door de woorden "1 800 bedden".

Art. 6. Artikel 9 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 9. Geen enkel rustoord mag in aanmerking komen voor een aantal bedden voor kortstondig verblijf hoger dan het aantal bedden gelijk aan 20 % van zijn capaciteit, afgerond naar boven.

De beheerders van rustoorden van eenzelfde sector die in eenzelfde gemeente of in gemeenten van hetzelfde arrondissement gelegen zijn en, in dit laatste geval op maximum 20 km wegfstand van elkaar, kunnen een overeenkomst sluiten, waarbij één of meer van hen voor één of verschillende rustoorden verzoeken om één of meer principeakkoorden gelijk aan maximum 20 % van de capaciteit van betrokken rustoorden, afgerond naar boven.

De enige beheerder van verschillende rustoorden of van een rustoord die op meerdere sites gevestigd is, mag onder de voorwaarden bedoeld in het vorige lid eveneens verzoeken om één of meer principeakkoorden voor maximum 20 % van de capaciteit van zijn rustoorden, afgerond naar boven.

In de gevallen bedoeld in de twee vorige leden mag het aantal bedden voor kortstondig verblijf voor eenzelfde site niet hoger zijn dan 30 % van de totale capaciteit van die site, afgerond naar boven.

Voor de toepassing van dit artikel dient te worden verstaan onder capaciteit, welke die vastgesteld is door de werkingsvergunning of gedekt door een principeakkoord, met inbegrip van de bedden van rust- en verzorgingstehuizen maar uitsluitend de bedden voor kortstondig verblijf. »

Art. 7. Artikel 12 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 8. Artikel 14 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art.14. § 1. Elke aanvraag om principeakkoord wordt bij het bestuur ingediend.

De aanvraag omvat de volgende ontvankelijkheidselementen :

1° het behoorlijk ingevulde en ondertekende identificatieformulier opgemaakt en afgegeven door het bestuur;

2° een verklaring op erewoord waarvan het model door het bestuur is opgemaakt en aan de hand waarvan de beheerder zich ertoe verbindt alle normen, waaraan moet worden voldaan, na te leven;

3° een uitvoerige omschrijving van de geplande inrichting, waarbij de wil wordt aangetoond om te voldoen aan de normen betreffende de inrichting en de opvangcapaciteit ervan, de toegankelijkheid ervan;

4° de uitvoerige wijze waarop de inrichting de in artikel 8, § 1, van het decreet bepaalde prioriteitscriteria wil uitvoeren.

De aanvraag wordt per aangetekend schrijven of d.m.v. een elektronische aangetekende zending gestuurd waarmee de zending, het ogenblik van de zending en de identiteit van de afzender bewezen kunnen worden.

§ 2. Het bestuur behandelt de aanvraag en maakt het volledige dossier samen met zijn opmerkingen over aan de Commissie binnen een termijn van drie maanden na de indiening van de aanvraag zodra die volledig is.

Als de aanvraag niet vergezeld gaat van alle bewijsstukken of van alle gegevens bedoeld in § 1 van dit artikel of in artikel 15 van dit besluit, wordt de aanvrager daar door het bestuur binnen één maand over ingelicht.

In dat geval beschikt de aanvrager over een termijn van één maand om de ontbrekende documenten of gegevens mede te delen. Zo niet wordt de aanvraag geacht niet-ontvankelijk te zijn.

§ 3. Wanneer het bestuur een beslissing tot weigering van een principeakkoord aan de beheerder betekent, stelt het hem ook in kennis van de mogelijke beroepen bedoeld in artikel 65 van het decreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet. »

Art. 9. Artikel 15 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« § 1. Voor de aanvragen om principeakkoord betreffende bedden van rustoorden en bedden voor kortstondig verblijf kan de Minister onverminderd de programmeringregels vastgesteld in artikel 6, § 2, 1^o, 3^o en 4^o en in artikel 6, § 4, 2^o en 3^o, van het decreet en gezien het aantal beschikbare bedden op grond van de in § 5 bedoelde wachtlijst elk jaar op 1 april en 1 oktober beslissen op grond van de criteria bedoeld in artikel 8, § 1, van het decreet.

Wanneer de aanvraag geen gevolg heeft op de verdeling van de bedden tussen de arrondissementen en tussen de sectoren, kan de Minister onverwijld beslissen.

§ 2. Voor de aanvragen om principeakkoord betreffende de herkwalificatie van bedden van rustoorden in bedden van rust- en verzorgingstehuizen moet de aanvraag om principeakkoord tussen 1 en 30 april bij het besluit ingediend worden.

Onverminderd artikel 14 van dit besluit moeten de inrichtingen die om de herkwalificatie van bedden van rustoorden in bedden van rust- en verzorgingstehuizen verzoeken, aan de volgende ontvankelijkheidscriteria voldoen :

1^o bekwaam zijn om bij de indiening van de aanvraag van de werkingsvergunning de architectonische normen en de organisatorische normen na te leven die bedoeld zijn in bijlage 1 - Rust- en verzorgingstehuizen - bij het koninklijk besluit van 21 september 2004 houdende vaststelling van de normen voor de bijzondere erkenning als rust- en verzorgingstehuis, als centrum voor dagverzorging of als centrum voor niet-aangeboren hersenletsels;

2^o over een huisvestingscapaciteit beschikken voor minstens 40 bedden, met uitzondering van de bedden voor kortstondig verblijf;

3^o voor de inrichtingen die reeds over bedden van rust- en verzorgingstehuizen beschikken, de verzekering geven van de aanwezigheid op 1 april van het jaar waarop de aanvraag slaat, van een aantal sterk afhankelijke bewoners, dat hoger is dan het aantal bedden van rust- en verzorgingstehuizen die reeds in aanmerking komen voor een werkingsvergunning of voor een principeakkoord. Daartoe wordt een verklaring op erewoord waarvan het model door het bestuur bepaald en afgegeven wordt, en getekend door de directeur, de coördinerend en raadgevend arts en de hoofdverpleegkundige gebruikt.

4^o voor de inrichtingen die op 1 april van het lopende jaar waarop de aanvraag slaat, nog niet beschikken over bedden van erkende rust- en verzorgingstehuizen die in aanmerking komen voor een werkingsvergunning of waarvoor een principeakkoord ondertekend is, de aanwezigheid bevestigen van minstens 25 bewoners die beschouwd kunnen worden als sterk afhankelijke bewoners en die daarvoor al dan niet in aanmerking komen. Daartoe wordt een verklaring op erewoord waarvan het model door het bestuur bepaald en afgegeven wordt, en getekend door de directeur, gebruikt.

5^o handhaving van het gemengde karakter van de inrichting die een maximale verhouding van 90 % tussen de capaciteit in bedden van rust- en verzorgingstehuizen en de totale capaciteit van de inrichting, met uitzondering van de bedden voor kortstondig verblijf zal bewaren.

Voor de toekenning van de bedden van rust- en verzorgingstehuizen die bij dit artikel betrokken zijn, wordt naast de in artikel 8, § 1, van het decreet bedoelde prioriteitscriteria subsidiair rekening gehouden met :

1^o de inrichtingen die nog niet beschikken over bedden van rust- en verzorgingstehuizen die in aanmerking komen voor een werkingsvergunning of een principeakkoord;

2^o de inrichtingen waarvan het aantal sterk afhankelijke bewoners aanzienlijk hoger is dan het aantal bedden van rust- en verzorgingstehuizen die in aanmerking komen voor een werkingsvergunning of een principeakkoord.

Volgens de beschikbaarheden beslist de Minister over het geheel van de ontvankelijke aanvragen om herkwalificatie vóór 1 oktober van het jaar waarop de aanvragen slaan.

§ 2. Voor de aanvragen om principeakkoord betreffende de herkwalificatie van plaatsen van dagopvangcentra in plaatsen van dagverzorgingscentra kan de aanvraag om principeakkoord op elk ogenblik bij het bestuur ingediend worden.

In afwijking van artikel 14, § 1, moet de aanvraag slechts vergezeld gaan van het identificatieformulier en van de verklaring op erewoord.

De inrichtingen die om de herkwalificatie van de plaatsen van dagopvangcentra in plaatsen van dagverzorgingscentra verzoeken, moeten aan de volgende ontvankelijkheidscriteria voldoen :

1^o bekwaam zijn om bij de indiening van de aanvraag van de werkingsvergunning de organisatorische normen na te leven die bedoeld zijn in bijlage 2 - Centra voor dagverzorging - bij het koninklijk besluit van 21 september 2004 houdende vaststelling van de normen voor de bijzondere erkenning als rust- en verzorgingstehuis, als centrum voor dagverzorging of als centrum voor niet-aangeboren hersenletsels;

2^o voor de inrichtingen die reeds beschikken over plaatsen van dagopvangcentra, de verzekering geven van de aanwezigheid bij de indiening van de aanvraag van een aantal bewoners die sterk afhankelijk zijn of als dement gediagnosticeerd zijn met een beperkt verlies van lichamelijke autonomie, dat hoger is dan het aantal plaatsen van dagopvangcentra die reeds in aanmerking komen voor een werkingsvergunning. Daartoe wordt een verklaring op erewoord waarvan het model door het bestuur bepaald en afgegeven wordt, en getekend door de directeur, gebruikt.

3^o voor de inrichtingen die nog niet beschikken over plaatsen van dagopvangcentra die in aanmerking komen voor een werkingsvergunning of een principeakkoord, de verzekering geven van de aanwezigheid bij de indiening van de aanvraag van minstens vijf bewoners die sterk afhankelijk zijn of als dement gediagnosticeerd zijn met een beperkt verlies van lichamelijke autonomie. Daartoe wordt een verklaring op erewoord waarvan het model door het bestuur bepaald en afgegeven wordt, en getekend door de directeur, gebruikt.

Onverminderd de programmeringregels vastgesteld in artikel 6, § 3, van het decreet beslist de Minister op grond van de in artikel 8, § 1, van het decreet bedoelde criteria binnen drie maanden na ontvangst van het advies uitgebracht door de "Commission wallonne des Aînés".

Naast de in artikel 8, § 1, van het decreet bedoelde prioriteitscriteria wordt subsidiair rekening gehouden met :

1^o de inrichtingen die nog niet beschikken over plaatsen van dagopvangcentra die in aanmerking komen voor een werkingsvergunning of een principeakkoord;

2° de inrichtingen waarvan het aantal bewoners die sterk afhankelijk zijn of die dement zijn met een beperkt verlies van lichamelijke autonomie, aanzienlijk hoger is dan het aantal bedden van rust- en verzorgingstehuizen die in aanmerking komen voor een werkingsvergunning of een principeakkoord.

§ 4. Voor de toepassing van de §§ 1 tot 3 en als het aantal beschikbare bedden of plaatsen onvoldoende is om aan alle aanvragen te voldoen die als toelaatbaar beschouwd worden, worden de aanvragen waarop niet kan worden ingespeeld, op een wachtlijst geplaatst tot 31 december van het jaar volgend op de kennisgeving van de opneming op de wachtlijst.

Drie maanden vóór het verstrijken van het plaatsen op de wachtlijst maakt het bestuur de betrokken verzoekers bij aangetekend schrijven een brief over, waarin ze ervan op de hoogte gebracht worden dat bij gebrek aan een bevestiging van hun oorspronkelijke aanvraag voor de eerstvolgende 31 december, hun aanvragen van de wachtlijst geschrapt zullen worden. Die bevestiging wordt per aangetekend schrijven of d.m.v. een elektronische aangetekende zending gestuurd waarmee de zending, het ogenblik van de zending en de identiteit van de afzender bewezen kunnen worden.

Bij bevestiging van hun oorspronkelijke aanvraag wordt de opneming op de wachtlijst tot 31 december van het volgende jaar verlengd. »

Art. 10. In artikel 17, eerste lid, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden "minstens drie maanden voor haar opening" vervallen;

2° de woorden "op elke wijze waarbij een vaststaande datum aan de zending wordt verleend" worden vervangen door de woorden "of d.m.v. een elektronische aangetekende zending gestuurd waarmee de zending, het ogenblik van de zending en de identiteit van de afzender bewezen kunnen worden."

Art. 11. In artikel 17, derde lid, van hetzelfde besluit worden de woorden "betreffende de opening van een nieuwe inrichting" ingevoegd tussen de woorden "Wanneer een aanvraag" en de woorden "ontvankelijk is".

Art. 12. In artikel 19, 9°, van de Franse versie van hetzelfde besluit worden de woorden "centres de coordination de l'aide et des soins à domicile" vervangen door de woorden "centres de coordination des soins et de l'aide à domicile".

Art. 13. In artikel 20 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de huidige tekst wordt § 1;

2° er wordt een § 2 ingevoegd, luidend als volgt :

« De avondopvangdienst ontvangt tussen 18 uur en 24 uur andere bejaarde personen dan die welke dezelfde dag in het dagopvangcentrum opgenomen worden.

De dagopvangdienst ontvangt tussen 20 uur en 8 uur andere bejaarde personen dan die welke dezelfde dag of de volgende dag in het dagopvangcentrum opgenomen worden »;

3° er wordt een § 3 ingevoegd, luidend als volgt :

« Om een aanvraag om werkingsvergunning als dagverzorgingscentrum, avond- en/of nachtopvangcentrum in te dienen, moet de inrichting eerst een werkingsvergunning als dagopvangcentrum bezitten. »;

4° in § 1, 8°, van de Franse versie worden de woorden "centres de coordination de l'aide et des soins à domicile" vervangen door de woorden "centres de coordination des soins et de l'aide à domicile".

Art. 14. In artikel 21, 4°, van de Franse versie van hetzelfde besluit worden de woorden "centres de coordination de l'aide et des soins à domicile" vervangen door de woorden "centres de coordination des soins et de l'aide à domicile".

Art. 15. In artikel 25 van hetzelfde besluit wordt het vierde lid verplaatst na het eerste lid.

Art. 16. In artikel 26, § 3, van de Franse versie van hetzelfde besluit wordt het woord "prévu" vervangen door het woord "prévu".

Art. 17. In artikel 27 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, tweede lid, 2°, worden de woorden "op de laatste" vervangen door de woorden "op die";

2° in de §§ 2 en 3 worden de woorden "of op elke wijze waarbij een vaststaande datum aan de zending wordt verleend" vervangen door de woorden "of d.m.v. een elektronische aangetekende zending gestuurd waarmee de zending, het ogenblik van de zending en de identiteit van de afzender bewezen kunnen worden."

Art. 18. In artikel 28, § 3, 5°, worden de woorden "van bijlage II" vervangen door de woorden "van bijlage III".

Art. 19. In artikel 29, vierde lid, van hetzelfde besluit worden de woorden "of op elke wijze waarbij een vaststaande datum aan de zending wordt verleend" vervangen door de woorden "of d.m.v. een elektronische aangetekende zending gestuurd waarmee de zending, het ogenblik van de zending en de identiteit van de afzender bewezen kunnen worden."

Art. 20. In artikel 37, § 2, 2°, van hetzelfde besluit worden de woorden "op 1 januari 2011" vervangen door de woorden "op 1 januari 2013".

Art. 21. In bijlage III, punt 1.1., vijfde lid en in bijlage V, punt 1.1., derde lid, worden de woorden "gedesoriënteerde bejaarde personen" vervangen door de woorden "bewoners die een gevaar voor zichzelf en/of voor de andere bewoners kunnen vormen".

In hetzelfde lid van bijlage 3 worden de woorden "door de verzorgingsploeg met informatie aan de huisdokter van de bewoner" ingevoegd tussen de woorden "de eventuele verlenging van de maatregel" en de woorden "de specifieke toezichtsregels" en in hetzelfde lid van bijlage V worden de woorden "door de verpleegploeg met informatie aan de huisdokter van de bewoner" ingevoegd tussen de woorden "de eventuele verlenging ervan, alsook de specifieke toezichtsregels".

Art. 22. In bijlage III, punt 9.1.2.1, bij hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden "voor de eerste keer" ingevoegd tussen de woorden "die zijn functie" en de woorden "waarneemt vanaf 1 januari 2012";

2° in hetzelfde lid worden de woorden "zoals bepaald bij het decreet van de Franse Gemeenschap van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten" ingevoegd tussen de woorden "van het korte type" en de woorden ", alsook van een attest";

3° in het tweede lid vervallen het woord "echter" en het woord "blijven".

Art. 23. In bijlage III, punt 8.6.2., vijfde lid, vervallen de woorden "na het vertrek van de bewoner".

Art. 24. In bijlage III, punt 9.1.2.6., worden de woorden "alsmede de bijzondere vormingscycli gevolgd binnen andere lidstaten van de Europese Unie" ingevoegd tussen de woorden "van de andere gewesten en gemeenschappen worden ingericht" en de woorden "worden gelijkgesteld".

Art. 25. In bijlage III bij hetzelfde besluit wordt na punt 9.1.2.6. een punt 9.1.2.6.*bis* ingevoegd luidend als volgt : "Aan het einde van de vormingscyclus bedoeld in de punten 9.1.2.2. tot 9.1.2.4. wordt een getuigschrift waaruit blijkt dat de kandidaat geslaagd is, en waarvan het model door de Minister bepaald is, aan de geslaagden afgegeven".

Art. 26. In bijlage III bij hetzelfde besluit wordt punt 9.3.4. vervangen als volgt : "Onverminderd de toepassing van punt 9.3.3. wordt 1,5 voltijds equivalent verzorgings- of reactiveringspersoneel vereist per 10 bedden, naar rato van het aantal bedden die over een werkingsvergunning beschikken, bedden van een rust- en verzorgingstehuis en voor kortstondige verblijven inbegrepen".

Art. 27. In bijlage III, punt 9.3.6., bij hetzelfde besluit vervalt het tweede lid.

Art. 28. In bijlage III, punt 12.2., eerste lid, bij hetzelfde besluit vervalt het woord "kunnen".

Art. 29. In bijlage III, punt 15.9, bij hetzelfde besluit, wordt een tweede lid toegevoegd, luidend als volgt : "De bedden voor kortstondig verblijf die vóór 28 december 2009 in bedrijf zijn of die in aanmerking komen voor een principeakkoord, worden duidelijk vernoemd en enkel daartoe voorbehouden; idealiter worden ze in een specifieke eenheid geplaatst."

Art. 30. In bijlage III, punt 18.1, bij hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid wordt het woord "specifiek" vervangen door de woorden "zowel overdag als 's nachts in een specifieke architecturale eenheid";

2° er wordt een zesde lid toegevoegd, luidend als volgt : "De aangepaste eenheden die vóór 28 december 2009 het bewijs leveren van hun werking of van een begin van bouw, kunnen een capaciteit van 8 tot 20 bewoners hebben".

Art. 31. In bijlage III, punt 18.3., eerste lid, bij hetzelfde besluit vervallen de woorden "een oppervlakte van minstens vijf m² hebben en".

Art. 32. In bijlage IV, punt 4.1., tweede streepje, bij hetzelfde besluit worden de woorden "als het gaat om een serviceflat die niet gevestigd is op de site van een rustoord of van een rust- en verzorgingstehuis" ingevoegd tussen de woorden "en de uren waarop hij zich doorgaans in de serviceflat bevindt," en de woorden "alsook de naam van zijn plaatsvervanger in geval van afwezigheid".

Art. 33. In bijlage IV bij hetzelfde besluit wordt punt 7.1.2., eerste lid, vervangen als volgt :

« 7.1.2. De directeur van de serviceflat kan de directeur zijn van het rustoord of van het rust- en verzorgingstehuis waarmee de serviceflat in functioneel verband staat. In dat geval wordt het aantal woningen in de serviceflat voor de evaluatie van zijn werktijd toegevoegd aan de capaciteit van het rustoord, met inbegrip van de bedden van het rust- en verzorgingstehuis en van de bedden voor kortstondig verblijf en, desgevallend, de locaties die ervan afhangen. De directeur kan desnoods weer teruggeroepen worden. »

Art. 34. In bijlage IV, punt 8.7., 1°, bij hetzelfde besluit worden de woorden "een elektrische kookplaat" vervangen door de woorden "een elektrische kookplaat met minstens twee kookzones".

Art. 35. In bijlage IV bij hetzelfde besluit wordt punt 8.10., vervangen als volgt :

« 8.10. Er moet voorzien worden in een intercom-installatie waarmee de bewoner vanaf zijn woning en van de gemeenschappelijke lokalen om hulp kan vragen en rechtstreeks contact kan opnemen met het personeelslid van dienst. »

Art. 36. In bijlage IV, punt 9.1, bij hetzelfde besluit wordt het vijfde lid vervangen als volgt :

« De wachtdienst van een serviceflat kan waargenomen worden door het personeel van het rustoord of van het rust- en verzorgingstehuis op de locatie waarvan de serviceflat gevestigd is. In dit geval moet minstens één lid van het verpleeg- of reactivatiepersoneel voortdurend aanwezig zijn in de lokalen van het betrokken rustoord of rust- en verzorgingstehuis. »

Art. 37. In bijlage IV, punt 12.1, bij hetzelfde besluit worden de woorden "tien kilometer" vervangen door de woorden "twintig kilometer".

Art. 38. In bijlage V, punt 7.1, bij hetzelfde besluit wordt het derde lid vervangen als volgt : "'s Avonds of 's nachts kan de wachtdienst van een opvangcentrum gelegen op de locatie van een rustoord of een rust- en verzorgingstehuis waargenomen worden door het personeel van het betrokken rustoord of rust- en verzorgingstehuis. In dit geval moet minstens één lid van het verpleeg- of reactivatiepersoneel voortdurend aanwezig zijn in de lokalen van het betrokken rustoord of rust- en verzorgingstehuis, wanneer minstens één bewoner aanwezig is in het avond- of nachtopvangcentrum."

Art. 39. In bijlage V, punt 6.5.2., laatste lid, worden de woorden "Het wordt minstens twee jaar bewaren" ingevoegd na de woorden "de personeelsleden van het Waalse Gewest die met de controle belast worden".

Art. 40. Opgeheven worden :

1° het ministerieel besluit van 26 februari 2010 tot bepaling van de procedure en de voorwaarden voor de herkwalificatie van bedden van rustoorden in bedden van rust- en verzorgingstehuizen en voor de herkwalificatie van de plaatsen van dagopvangcentra in plaatsen van dagverzorgingscentra;

2° het ministerieel besluit van 23 december 2009 tot bepaling van de modaliteiten op grond waarvan een dagopvangdienst ook als avond- en/of nachtopvangdienst kan werken.

Art. 41. Dit besluit treedt in werking tien dagen na de datum van bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*, met uitzondering van artikel 5 dat uitwerking heeft op 1 oktober 2010.

Art. 42. De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 7 oktober 2010.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. E. TILLIEUX